

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 06 novembre 2017

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 03

Objet de la délibération : Direction de la Cohésion Sociale - Service Antennes de justice - Collectif Information Soutien aux Tuteurs Familiaux 06 - Convention de mise à disposition

- ☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2017.182

Date de la convocation :
Le 30/10/2017

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage en date du **17 NOV. 2017**

de la réception s/Préfecture en date du **14 NOV. 2017**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

L'an deux mil dix-sept et le 06 novembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Marguerite BLAZY

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé, par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003, d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions d'accès au droit.

Dans le cadre de l'exercice de cette compétence, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a en charge la gestion des antennes de justice d'Antibes Juan-Les-Pins, de Valbonne Sophia Antipolis / Biot et de Vallauris Golfe-Juan.

Les antennes de justice ont pour objectif l'accès au droit pour le plus grand nombre mais aussi le développement des réponses alternatives pour lutter contre la petite et moyenne délinquance et le sentiment d'impunité. Elles constituent un cadre privilégié pour mettre en œuvre des mesures de médiation pénale et/ou familiale et de conciliation judiciaire en matière civile, pour mener des actions d'aide aux victimes et d'aide à l'accès au droit.

Dans ce cadre, différents partenaires y réalisent des interventions dont les associations d'information et de soutien aux tuteurs familiaux regroupées au sein d'un collectif.

Le collectif Information Soutien Tuteurs Familiaux 06 (I.S.T.F. 06) a pour but d'informer et de soutenir des personnes appelées à exercer ou exerçant des mesures de protection juridique des majeurs, en application de l'article 449 du Code civil.

L'information vise toute personne concernée par une mesure de protection, notamment :

- Toute personne susceptible de solliciter une mesure pour elle-même ou pour un tiers ;
- Toute personne qui peut être ou qui est désignée curatrice ou tutrice ;
- Tout professionnel ou bénévole en lien direct ou indirect avec des personnes protégées ou à protéger.

La convention qui est soumise à votre approbation a pour objectif de formaliser une mise à disposition de locaux de la C.A.S.A. au sein de l'Antenne de Justice d'Antibes sis 80 Deuxième avenue – Quartier Nova Antipolis – 06600 ANTIBES.

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est renouvelable par tacite de reconduction au 1^{er} janvier de chaque année civile pour une durée d'un an dans la limite de 4 ans.

Considérant l'intérêt que présente cette convention pour la Communauté ;

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition de locaux entre la C.A.S.A. et le Collectif I.S.T.F. 06, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ladite convention.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition de locaux entre la C.A.S.A. et le Collectif I.S.T.F. 06, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ladite convention.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 06 novembre 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN PLACE DE PERMANENCES

COLLECTIF I.S.T.F 06 INFORMATION SOUTIEN AUX TUTEURS FAMILIAUX

La présente convention est conclue,

Entre :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le siège social est situé Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES, ci-après désigné C.A.S.A., représenté par Monsieur Jean LEONETTI agissant en qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire en date du 06 novembre 2017

Et

Le Collectif Information Soutien aux Tuteurs Familiaux 06, ci-après désigné I.S.T.F. 06, représentant les associations ASSIM, ATIAM, APOGE, UDAF, MSA3A, et la Fédération Nationale des mandataires judiciaires indépendants à la Protection des Majeurs, représenté par Monsieur Alain CHATEAUNEUF, Président du Conseil Départemental d'Accès au Droit des Alpes Maritimes (CDAD06)

Il est convenu ce qui suit,

Préambule

La protection juridique d'une personne majeure est d'abord un devoir des familles et subsidiairement, une charge confiée à la collectivité publique.

Les personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection application de l'article 449 du Code civil, la famille et les proches peuvent bénéficier à leur demande, d'une information ou d'un soutien technique, au titre de l'article L215-4 du CASF.

Favoriser les solidarités inter et intra générationnelles correspondant à une aspiration de l'institution familiale. C'est dans cet esprit que l'UDAF, forte de son expertise, met un service d'information et de soutien aux tuteurs familiaux à la disposition des familles, en collaboration avec les tribunaux.

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de formaliser la mise à disposition entre le Collectif I.S.T.F. 06 et la C.A.S.A. Elle permet de définir les objectifs et d'encadrer les modalités d'intervention.

Les parties entendent répondre au mieux, en termes de qualité, aux dispositions réglementaires du décret N°2008-1507 du 30 décembre 2008.

Article 2 – Public visé

Le collectif ISTF 06 a pour but d'informer et de soutenir des personnes appelées à exercer ou exerçant des mesures de protection juridique des majeurs, en application de l'article 449 du Code civil.

L'information vise toute personne concernée par une mesure de protection, notamment :

- Toute personne susceptible de solliciter une mesure pour elle-même ou pour un tiers ;
- Toute personne qui peut être ou qui est désignée curatrice ou tutrice ;
- Tout professionnel ou bénévole en lien direct ou indirect avec des personnes protégées ou à protéger.

Article 3 – Engagement du Collectif I.S.T.F. 06

- Assurer les permanences gratuites selon les modalités prévues dans la présente convention ;
- Apporter aux familles l'information générale sur la législation relative à la protection juridique des personnes vulnérables ;
- Apporter aux curateurs et tuteurs l'aide technique à la mise en œuvre des obligations liées à la mesure de protection, mentionnées à l'article R 215-19 du CASF ;
- Offrir un temps d'écoute et d'expression ;
- Respecter les principes d'objectivité, d'impartialité, de neutralité et de confidentialité ;
- Affecter au service un salarié qui satisfait aux conditions fixées par l'annexe 4-6 du décret N° 2008-1507 du 30 décembre 2008.
- Les informations données au public, par le Collectif I.S.T.F. 06, lors des entretiens, restent sous son entière responsabilité.

Article 4 – Engagements de la C.A.S.A.

- Mettre gracieusement à disposition les locaux au sein de l'antenne de justice d'Antibes sis 80 Deuxième avenue – Quartier Nova Antipolis – 06 600 ANTIBES ;
- Rencontrer régulièrement le Collectif ISTF 06 afin de faire un point sur l'organisation pratique ;
- Informer le public de l'existence du service ;

Article 5 – Modalités d'organisation des permanences

Les permanences sont organisées en fonction du planning joint en annexe de la présente convention (**annexe n° 1**)

Le Collectif s'engage à respecter les horaires de l'antenne de justice d'Antibes.

Le Collectif ISTF 06 informe la structure d'accueil du nom de ou des intervenants.

Il se charge de pourvoir au remplacement de celui-ci en cas d'empêchement.

Article 6 – Responsabilité et assurance

Les locaux sont assurés par la CASA en qualité de propriétaire et par le Collectif ISTF 06 en qualité d'occupation à titre gratuit.

Préalablement à l'utilisation des locaux, le Collectif ISTF 06 reconnaît avoir souscrit une police d'assurance auprès d'une compagnie notoirement solvable, couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans l'établissement au cours de l'utilisation des locaux (biens immobiliers, aménagements et installations diverses) mis à disposition, en particulier contre les risques d'incendie, d'explosion, d'attentats, de

foudre, de catastrophes naturelles, de dommages électriques, de vol, de bris de glace et de dégâts des eaux, les risques locatifs et les recours des voisins et des tiers résultant de son activité ou de sa qualité.

Le Collectif ISTF 06 fournira une attestation d'assurance de son assureur certifiant que sa responsabilité civile générale vis à vis des tiers pour tout dommage corporel, matériel et/ou immatériels est couverte pour l'activité qu'elle organise dans le local/dépôt.

Le Collectif ISTF 06 devra maintenir et renouveler ces assurances pendant toute la durée de la mise à disposition, acquitter régulièrement les primes et justifier du tout à la CASA à première réquisition de sa part, et pour la première fois dans le mois de son entrée en jouissance.

Le Collectif ISTF 06 sera personnellement responsable vis à vis de la CASA et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés.

Le Collectif ISTF 06 répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance et commises tant par elle-même que par ses membres, préposés, et toute personne effectuant des travaux pour son compte.

Article 7 – Évaluation du dispositif conventionnel

Les parties s'engagent, lors d'une rencontre annuelle, à effectuer un bilan du partenariat.

Article 8 – Modification du dispositif conventionnel

Toute modification substantielle de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 9 – Durée et dénonciation de la convention

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est renouvelable par tacite de reconduction au 1^{er} janvier de chaque année civile pour une durée d'un an dans la limite de 4 ans.

La présente convention peut être résiliée d'un commun accord entre les parties ou unilatéralement par l'un des signataires par lettre recommandée avec avis de réception avant chaque échéance annuelle, sous réserve de respecter un préavis de trois mois.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour le Collectif I.S.T.F. 06,

Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération

Sophia Antipolis,

Le Président

Prénom NOM

Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 06/11/2017
Numéro : BC_2017_182
Nature : DE - Deliberations
Objet : Service Antennes de justice - Collectif Information
Soutien aux Tuteurs Familiaux 06 - Convention de mise
à disposition
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement

Interlocuteur

Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : VmEFLqg

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 14/11/2017
Identifiant : 006-240600585-20171106-BC_2017_182-DE

Acte reçu

Date : 06/11/2017
Numéro interne : BC_2017_182
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Service Antennes de justice - Collectif Information Soutien aux Tuteurs Familiaux 06 - Convention de
mise ? disposition
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 006-240600585-20171106-BC_2017_182-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20171106-BC_2017_182-DE-1-1_2.PDF